

# **9. DAJI**

## **Stéphanie PIOGER**

## 9.1. Point général

## 9.2. Points à débat / Décision

## 9.2.1. Modifications réglementaires

## 9.2.1.1 Licences

## 9.2.1.1.1. Fonctions et pratiques coach et arbitre

# Licences

## Exercice de fonctions (arbitrer, coacher)

- Aujourd'hui **l'exercice de fonction** est conditionné à des aptitudes mais pas connecté à la coche de celle-ci dans FBI lors de la préinscription
- *Ex : Je peux être arbitre officiel désigné, sans avoir coché « arbitrer » lors de ma prise de licence. Je peux figurer sur une FDM en tant qu'entraîneur sans avoir coché « entraîner ».*
- Proposition : **conditionner les pratiques « entraîner » / « arbitrer » aux seules personnes ayant coché ces pratiques lors de leur pré-inscription**
- Objectifs :
  - Effectuer le contrôle honorabilité de tous les arbitres et entraîneurs
  - Définir réellement le collège des arbitres et entraîneurs

## 9.2.1.1.2. Surclassement simple



# Licences

- **Surclassement simple**

- Pour un joueur surclassé, post qualification, le club ne peut pas enregistrer dans FBI le certificat médical de surclassement (
- C'est donc le Comité qui enregistre dans FBI la pièce reçue (30 000 par saison).
- Proposition : **autoriser, post qualification, l'enregistrement d'un surclassement simple par un club dans FBI** puis vérification par le Comité Départemental (responsabilité du club si participation sans surclassement valable)

## **9.2.1.2. Discipline**

# Discipline

## Règlement Disciplinaire Général

- Préciser que seuls le Président et les VP officiellement désignés peuvent être président de séance
- Intégrer l'infraction de condamnation pénale

## 9.2.3. Règlement Financier

## 9.2.3.1. Présentation de la procédure de saisine

# Procédure de Saisine

Présentation du guide d'application du règlement financier et des documents-types

## 9.2.3.2. Calendrier évolutions du règlement financier

# Calendrier évolutions du règlement financier

- Bureau Fédéral du 5 avril 2025 :
  - Présentation des **grands principes à faire évoluer** (composition – seuils, ...)
- Comité Directeur du 25 avril 2025 :
  - Validation des grands principes à faire évoluer (composition – seuils, ...)
- Comité Directeur du 4 juillet 2025 :
  - Validation **des textes** à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire

**Assemblée Générale Ordinaire** du 11 octobre 2025



## 9.2.4. Comité Ethique

# Déclarations d'Intérêts Particuliers

Lancement étape 1 le 10 mars 2025

## Saisines & Avis rendus

Définition des membres concernés par étape 2  
Saisines en cours

## 9.2.5. Statuts

## 9.2.5.1. Modifications Statutaires CD 49

# Statuts – CD Maine et Loire

Article 13 du Règlement Intérieur FFBB :

« L'organe délégataire reste sous le contrôle de la Fédération et doit exercer les pouvoirs délégués conformément à la politique fédérale. **Ses statuts doivent être conformes aux statuts-types validés par le Comité Directeur Fédéral** et son règlement intérieur ou ses règlements ne peuvent être contraires par leur effet aux règles fédérales.

Toute modification des statuts d'un organe délégataire doit être **soumise au Comité Directeur fédéral** pour accord avant approbation par l'Assemblée Générale compétente. »

Etales :

- BF du 14/03 : **présentation des modifications statutaires souhaitées par le CD 49** et avis du BF
- CD du **28/03** du **CD 49** : adoption des modifications statutaires validées ou amendées selon position BF
- CD du 25/04 : validation (ou rejet) des modifications statutaires adoptées par le CD 49
- AG du 13/06 du CD 49 : approbation

# Statuts – CD Maine et Loire

Modification principale envisagée – titre IV des statuts, le Comité Directeur :

- **Article 10.3** : « Il comprend ~~au moins~~ un nombre de femmes proportionnel au nombre de licenciées ~~à date de l'élection du début de l'olympiade.~~ »
- Rendre la **proportionnalité exacte** en supprimant la notion de « au moins »
- Préciser que le nombre de licenciées est appréciée au début de l'olympiade – pour éviter toute éventuelle interprétation si, en cours de mandat, de nouvelles élections devaient avoir lieu (poste vacant...)
- Conséquences avec 40% de licenciées et 60% de licenciés, le Comité Directeur du CD49 – administré par 30 membres – doit comprendre exactement 12 femmes et 18 hommes
- Et non pas « au moins 12 femmes »

Deux autres modifications mineures :

- Le titre de l'article 10 : « Article 10 : Composition du Comité Directeur ~~applicable pour la prochaine mandature 2024/2028~~ »
- Suppression du premier item de l'article 12.5 qui fait doublon avec l'article 10 « Ne peuvent être élues au Comité Directeur :  
– ~~plus de trois (3) licencié-e-s appartenant à un même club,~~ »

## 9.2.6. Structures sportives

# U15 Loire Sud

Projet : création d'un projet sportif sur le territoire du Sud Loire entre les clubs de :

- ANDREZIEUX BOUTHEON LOIRE SUD BASKET
- ST CHAMOND BASKET VALLEE DU GIER
- PONTOISE ULR BASKET ST JUST ST RAMBERT

➤ Union ou CTC avec une équipe **NMU15 Elite**

Andrézieux et St Chamond forment l'Union **SCABB** créée pour 10 ans

- **Article 333 des Règlements Généraux** « *Il est impossible pour un club membre d'une union de faire partie d'une CTC, et réciproquement.* »
- **Article 317 des Règlements Généraux**, le **SCABB** peut intégrer un 3è club dans son Union



# MONT VALERIEN

Clubs de **Rueil Athletic Club** et **Suresnes Basket Club** forment la **CTC Mont Valérien**:

- **Existe depuis 10 ans**
- **Engage 17 Inter-Equipes pour environ 300 licenciés**
- **$\frac{3}{4}$  d'équipes féminines**

Projet :

1. Créer entre Rueil Athletic Club et Suresnes Basket Club une **Union**

Equipes concernées :

- NFU15 Elite (*sous réserve de l'attribution d'une place*)
- FNU18 Elite (*sous réserve de l'attribution d'une place*)
- NF3

2. Conserver la CTC pour toutes les autres équipes

**Article 333 des Règlements Généraux** « *Il est impossible pour un club membre d'une union de faire partie d'une CTC, et réciproquement.* »

## 9.2.7. Contentieux

## 9.2.7.1. Cergy Pontoise (CNOSF)

# Cergy Pontoise

En **attente réception proposition de conciliation** suite à l'audience du 7 février 2025 (perte par pénalité d'une rencontre pour joueur sans lettre de sortie)

Incidences sportives sur le **championnat NM2**

## 9.2.7.2. Remise de peine Kais RAVI

# Remise de peine

Sanction disciplinaire prononcée par la Chambre d'Appel :

- Interdiction temporaire de participer aux manifestations sportives organisées ou autorisées par la fédération de **2 ans ferme** du 01/02/2024 au 31/01/2026 + 2 ans avec sursis
- Interdiction d'exercice de la fonction de joueur de 2 ans ferme du 01/02/2026 au 31/01/2028 + 2 ans avec sursis
- Faits retenus : Violence physique envers un arbitre lors d'un tournoi 3x3

**Demande de remise de peine exceptionnelle**, car ne répond pas à toutes les conditions fixées à l'annexe 5 du RDG « *Aucune remise de peine ne sera accordée : au licencié qui aura été sanctionné pour fraude, violences caractérisées envers un officiel ...]* »

→ Erreur grave de jeunesse (âgé de 24 ans aujourd'hui) ; dépression

→ Avis défavorable du Président de la Chambre d'Appel

## 9.2.8. Mesures administratives conservatoires

## 9.2.8.1. Recours gracieux



# Recours gracieux

En janvier 2025, le Bureau Fédéral a prononcé une mesure administrative conservatoire de retrait de licence FFBB à l'encontre d'un licencié (23 ans) faisant l'objet d'une procédure administrative pour des faits de corruption commis de manière répétitive à l'encontre de plusieurs licenciés majeurs et mineurs.

Cette personne sollicite « *la restitution* » de sa licence et expose :

- Ne pas savoir ce qui a motivé cette décision (*la mesure administrative conservatoire*);
- Il a déposé un recours gracieux concernant « *les deux arrêtés préfectoraux* » dont il fait l'objet;

En outre:

- La procédure administrative est toujours en cours;
- La mesure administrative fédérale **court jusqu'au 20/07/2025** ;
- Le licencié fait l'objet d'un arrêté d'interdiction d'exercice pour une durée de 6 mois, **soit jusqu'au 06/06/2025**;

→ Proposition :

→ Maintien de la mesure administrative conservatoire jusqu'au 20 juillet 2025

# Recours gracieux

Le 15 février 2025, le Bureau Fédéral a prononcé une mesure administrative conservatoire de retrait de licence FFBB à l'encontre d'un licencié, dirigeant très impliqué localement, faisant l'objet d'une procédure administrative pour des faits de violences sexuelles (propos déplacés et gestes à caractère sexuel) auprès de licenciées majeurs et mineurs.

Cette personne conteste la mesure conservatoire :

- Nie tout geste ou parole avec une quelconque intention sexuelle, à l'encontre de mineur ou majeur ;
- Réfute toute intentionnalité et est convaincu que les accusations sont le résultat d'un malentendu ou d'une mauvaise interprétation ;
- Deux attestations de moralité confirment son absence de « perversité » ou de comportement intentionnellement déplacé.

Il précise qu'il est :

- Bénévole dans son club depuis sa création (2003)
- Elu et bénévole au sein du Comité et de la Ligue, et qu'il a occupé différentes fonctions

En outre:

- La mesure administrative fédérale **court jusqu'au 14/08/2025** ;

➔ Proposition : Maintien de la mesure administrative conservatoire

**9.2.8.2. 3 nouveaux dossiers**

# Mesures administratives conservatoires

La Fédération a été informée de la situation d'un licencié (22 ans) qui fait l'objet d'une procédure administrative pour des comportements inappropriés à l'encontre de jeunes licenciées mineures auprès desquelles il « *tente de mettre en place une attitude d'emprise de part sa position d'entraîneur pour obtenir des faveurs* », « *fait des allusions à connotation sexuelle* », « *demande des photos et propose des rendez-vous à son domicile privé* ».

- Ces faits se sont déroulés au sein de deux clubs différents dans deux départements différents, lors des saisons 2023/2024 et 2024/2025;
- Licencié pour la saison 2024/2025, depuis septembre 2024, il dispose dans le cadre de sa pratique des fonctions suivantes: « *Jouer* » et « *Entraîner une équipe* »;
- La procédure administrative est en cours ;
- Une mesure temporaire d'interdiction d'exercice a été prononcée en urgence pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 14 août 2025 ; celle-ci s'appliquera, à l'égard du public mineur, jusqu'à l'intervention d'une décision définitive rendue par la juridiction compétence en cas de poursuites pénales;
- En l'état pas de dépôt de plainte;

## Proposition :

➔ Prononcer une mesure administrative conservatoire de retrait de licence

# Mesures administratives conservatoires

La Fédération a été informée de la situation d'un licencié (18 ans) qui fait l'objet d'une procédure administrative pour des faits « *de violences sexuelles sur mineure de moins de 15 ans* », commis à l'encontre d'une licenciée mineure (13 ans) dont il a la responsabilité en sa qualité d'entraîneur, avec qui il aurait initié une relation intime.

- Licencié pour la saison 2024/2025, depuis juillet 2024, il dispose dans le cadre de sa pratique des fonctions suivantes: « *Jouer* », « *Diriger* », « *Officier hors arbitrage* », « *Arbitrer (5x5 ou 3x3)* » et « *Entraîner une équipe* »;
- Il est détenteur d'une carte professionnelle valable jusqu'en 2030; il est salarié en apprentissage d'un club de Basket et poursuit une formation BPJEPS mention Basket;
- La procédure administrative est en cours ;
- Une mesure temporaire d'interdiction d'exercice a été prononcée en urgence pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 19 août 2025; celle-ci s'appliquera, à l'égard du public mineur, jusqu'à l'intervention d'une décision définitive rendue par la juridiction compétence en cas de poursuites pénales;
- En l'état pas de dépôt de plainte;

## Proposition :

➔ Prononcer une mesure administrative conservatoire de retrait de licence

# Mesures administratives conservatoires

Dans le cadre d'un signalement, la Fédération a été informée de la situation particulière d'une licenciée (25 ans) qui fait l'objet d'une procédure judiciaire pour des faits « *de violences sexuelles sur mineure de moins de 15 ans* », commis à l'encontre d'une licenciée mineure dont elle a la responsabilité en sa qualité d'entraîneur, avec qui elle aurait eu « *une relation amoureuse/à caractère sexuel* ».

La particularité de cette situation réside dans le fait que la mise en cause a fait une tentative de suicide et qu'elle est actuellement incarcérée.

- Licenciée pour la saison 2024/2025, depuis juillet 2024, elle dispose dans le cadre de sa pratique des fonctions suivantes: « *Jouer* », « *Diriger* », et « *Entraîner une équipe* »;
- La procédure judiciaire est en cours;
- Pas de procédure administrative en l'état; un signalement auprès de la Cellule Signal-Sport du ministère des sports a été effectué;

## Proposition :

➔ Prononcer une mesure administrative conservatoire de retrait de licence

# Mesures administratives conservatoires

Dans le cadre d'un signalement, la Fédération a été informée de l'envoi d'une vidéo à caractère pornographique par un licencié dirigeant de club et de Ligue Régionale à destination d'un licencié fédéral par le biais d'une messagerie instantanée.

- Licencié pour la saison 2024/2025, depuis juillet 2024, il dispose dans le cadre de sa pratique des fonctions suivantes: « *Jouer* », « *Diriger* », et « *Officier hors arbitrage* » ;
- Pas de dépôt de plainte à date, procédure engagée par le signalant ;
- Pas de procédure administrative en l'état; un signalement auprès de la Cellule Signal-Sport du ministère des sports a été effectué.

## Proposition :

➔ Prononcer une mesure administrative conservatoire de retrait de licence

## 9.3. Informations générales



## **9.3.1. Projets règlementaires** **2026/2027**

# Projets règlementaires 2026/2027

- Rédaction de **Règlements sportifs généraux types** départementaux et régionaux
  - Distinction règles obligatoires / applicables à tout niveau de compétition
  - Règles pouvant être adaptées dans les territoires
- Simplification des **Règlements Généraux FFBB**
  - Particulièrement le Titre IV sur les licences (Règles de mutations)
- Poursuite travaux sur les infractions disciplinaires et les **échelles de sanctions**